



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 09/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEREOS FRANCE

Sucrerie
51230 Fère-Champenoise

Références : D1 i 2025-334
Code AIOT : 0005701515

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2025 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté Sucrerie 51230 Fère-Champenoise. L'inspection a été annoncée le 26/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite permet de faire le point sur les derniers rapports de mesures de rejets atmosphériques, de bruit réalisés fin 2024, et surtout sur la consommation en eau de forage suite aux travaux réalisés sur les bassins en 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS FRANCE
- Sucrerie 51230 Fère-Champenoise

- Code AIOT : 0005701515
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement TEREOS France à Connantre est spécialisé dans l'extraction du sucre de la betterave. Il s'agit d'une activité saisonnière qui a lieu de septembre à janvier pour la campagne betteravière puis en avril/mai (campagne sirop). Les installations fonctionnent alors en continu 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Bruit	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvement d'eau en nappe par forage	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 4.2.1	Sans objet
2	Air	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 3.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux sur les bassins semblent porter leur fruit puisqu'aujourd'hui l'établissement n'a pas consommé d'eau de forage depuis le 18/12/24. De plus, il sera proposé à l'autorité préfectorale un arrêt de la surveillance des paramètres dioxines/furannes et métaux en sortie des laveurs de gaz A et B des fours à chaux en parallèle de ce rapport, via un projet d'arrêté préfectoral complémentaire. Un point nécessite une action corrective de l'exploitant sur une non-conformité bruit en limite de propriété.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement d'eau en nappe par forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 4.2.1					
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements maximaux autorisés					
Prescription contrôlée :					
<ul style="list-style-type: none">Eau souterraine : Échéancier des prélèvements maximaux autorisés					
Année	2020	2021	2022	2023	> 2024

Prélèvement m a x i m a l autorisé (m ³)	370 000	240 000	175 000	140 000	< 50 000
Constats : Au 31/12/2024, la consommation d'eau de l'établissement s'élève à 192 040 m3. Cette "sur-consommation" due à la période de transition lors de la réalisation des travaux sur les bassins, avait été anticipée dans l'arrêté préfectoral de l'établissement. Selon l'exploitant, depuis le 18/12/2024, il n'y a eu aucune consommation d'eau de forage sur l'établissement. Seule l'eau recyclée du bassin des eaux condensées a été utilisée y compris sur le réseau incendie de l'établissement pour essais. Les travaux réalisés en 2024 semblent donc porter leur fruit à ce jour.					
Type de suites proposées : Sans suite					

N° 2 : Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Tableaux des VLE [...] Contrôle spécifique - Conduit n°3 Fours à Chaux A et B après laveur de gaz Durant une période de 2 ans, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant effectue des campagnes d'analyses des rejets des Fours à chaux sur les paramètres PCDD/PCDF et Métaux. Au-delà de cette période, sous réserve des résultats obtenus, l'exploitant peut demander la suppression de cette surveillance après accord de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'inspection s'est focalisée sur les résultats de mesure des fours à chaux A et B, suite aux précédentes visites d'inspection. Les résultats des analyses menées du 18 au 19/11/24 et transmis à l'inspection montrent que tous les paramètres sont conformes. L'exploitant indique qu'il n'y a pas de corrélation établie entre la teneur en poussières et la teneurs en métaux dans les rejets. Les actions menées, à savoir : le remplacement du laveur de gaz A lors de l'inter-campagne 2024 et le suivi de température ainsi mis en place en sortie des laveurs, permettent aujourd'hui de valider leur efficacité. Le remplacement du laveur B est quant à lui prévu pendant l'inter-campagne 2025 pour prévenir l'obsolescence et maintenir la fiabilité de l'équipement. L'inspection proposera à l'autorité préfectorale, en parallèle de ce rapport, l'arrêt de la surveillance sur les paramètres PCDD/PCDF et Métaux au vu des derniers résultats en sortie des

surveillance sur les paramètres PCDD/PCDF et Métaux au vu des derniers résultats en sortie des laveurs A et B, via un projet d'arrêté préfectoral complémentaire. Elle proposera cependant verrouiller le suivi d'indicateur.s en sortie des laveurs pour identifier d'éventuelles dérives et ainsi de pouvoir exiger des analyses des rejets au besoin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 7.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Résultats des mesures triennales

Prescription contrôlée :

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Ces mesures se font au moins une fois tous les 3 ans.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Constats :

Les derniers résultats des mesures triennales de bruit montre un point de non-conformité en limite de propriété, au point 3 (au niveau du poste de garde), en période nocturne pour une valeur relevé à 66 dB pour une limite fixée à 60 dB. Les émergences mesurées sont inférieures aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral. Il n'y a pas de présomption de tonalité marquée selon l'exploitant.

L'exploitant a identifié potentiellement l'origine du bruit généré : Conduit 13 lié au Lit Fluidisé. Il a passé commande pour mettre en place d'un silencieux de type piège à son avant la prochaine campagne betteravière 2025 sur ce conduit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection ne propose pas de suite à ce stade et s'assurera à travers le prochain rapport de contrôle bruit qui sera diligenté par l'exploitant après la mise en place du silencieux, de l'effectivité de cette mesure.

L'exploitant transmettra donc le prochain rapport de contrôle de bruit pour le premier trimestre 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 12 mois